

Citoyens MILITANTS

www.mrc-france.org



L'urgence de l'alternative

Édito / Jean-Luc Laurent, Président du MRC

Un an nous sépare de l'élection présidentielle. Ce délai paraît court et long à la fois. Long car, dans une vie politique soumise à la dictature de l'urgence, le temps médiatique n'a pas encore décanté la liste des candidats. Court, en ce que les signaux envoyés par les électeurs lors des dernières cantonales, risquent de laisser des traces en 2012.

D'autant que, ces derniers jours, un événement imprévisible est venu bouleverser le paysage politique. Une seule chose est certaine à ce jour : il y aura des répercussions sur le FMI et la campagne présidentielle.

Certes, les dernières élections locales ne concernaient que la moitié des cantons renouvelables. Mais elles ont confirmé les tendances lourdes de ses dernières années : une abstention hors présidentielle très forte (à plus de 55 %), un Front National qui, là où il se présentait, a touché près d'un électeur sur cinq au premier tour, deux sur cinq au second. Enfin, un rejet franc et massif du sarkozysme qui ne profite pas réellement à l'opposition.

Quelques semaines après le verdict des urnes, le PS a rendu public son projet présidentiel pour 2012. Malgré de timides efforts en direction du protectionnisme, ce texte reste largement décalé par rapport aux attentes des Français. Pas un mot sur l'euro en pleine déliquescence qui étouffe depuis déjà trop longtemps notre base industrielle. Contraint par les marchés, afin de pouvoir faire face à la hausse des taux d'intérêt obligataires, le Portugal a dû accepter l'« aide » de l'Union Européenne et du FMI assortie d'un plan de rigueur drastique. A l'instar des autres pays du « club Med » (Grèce, Espagne...), Lisbonne ne supporte plus la surévaluation de l'euro. Alors que la Banque Centrale Européenne a dernièrement augmenté ses taux d'intérêt, qu'attendent nos gouvernants pour agir ?

Hélas, le projet socialiste ne dit rien ou si peu sur la nécessaire inflexion de la construction européenne. La politique de l'emploi ne peut se réduire aux « emplois d'avenir » resucées des emplois jeunes qui illustrent le manque d'inventivité de cette synthèse molle. En embuscade, au-delà de l'agitation mouvementiste, le Front de gauche regroupé autour de Jean-Luc Mélenchon ne propose aucune alternative consistante au sarkozysme.

Face à l'ampleur de ces défis, la gauche, dans sa configuration actuelle, montre donc ses limites. Mais la critique n'a jamais suppléé l'action. Loin de la tentation centriste des Jean-Louis Borloo et Nicolas Hulot, nous entendons redresser la France sur des bases républicaines nouvelles. Nous ne reconstruirons pas une France forte sans réarmer son industrie meurtrie par des années d'euro fort et de libre-échange échevelé. Il est aussi illusoire de délier l'emploi de la politique de changes et des rapports de forces mondiaux qui maintiennent l'Europe dans les tenailles du G2 (Chine et Etats-Unis).

Aussi, pour préparer 2012, nous nous sommes donnés les moyens de notre liberté. Le comité de campagne présidentiel et la recherche des engagements de parrainages remplissent cet objectif. Notre mouvement tient une responsabilité décisive pour donner à Jean-Pierre Chevènement la capacité de prendre sa décision à l'automne. Ces prochaines semaines, notre tâche collective sera plus que jamais centrée sur la nécessité de faire bouger les lignes, de peser sur le débat et d'incarner l'alternative au sarkozysme.

Jean-Pierre
CHEVÈNEMENT

La France
est-elle
finie ?



fayard

La France est-elle finie ?

Un livre de réflexion et d'action

Un livre qui vise juste !

Jean-Pierre Chevènement, dans son livre, exprime une pensée politique patiemment construite, au fil des décennies, sur l'expérience de l'Etat exercée au plus haut niveau.

Son analyse, qui ne sacrifie en rien à un quelconque opportunisme, va au fond des choses et à la racine des causes de la crise.

Celle-ci est examinée avec précision et justesse comme la résultante des choix libéraux antérieurs.

Le résultat est au rendez-vous : succès de l'accueil du public (nombre de lecteurs, de participants aux signatures en librairie, aux conférences, etc.), reconnaissance unanime par la presse.

La preuve : *La France est-elle finie ?* s'est vu décerner **le prix du livre politique**.

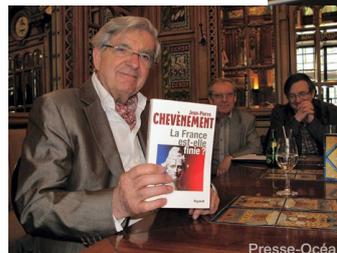
Belfort - La FNAC



Le Mans
Librairie Doucet



Lyon - Librairie Chapitre



Nantes - Librairie Coiffard

Samedi 2 avril 2011

20^e JOURNÉE
DU LIVRE
POLITIQUE

1991-2011
20 ans - 20 lois
qui ont changé
la vie des Français

Prix du Livre Politique
Prix des Députés
Débats, rencontres, dédiées
Entrée libre de 10h à 17h30

Assemblée nationale
23, rue de la Harpe - 75007 Paris
Métro - Assemblée nationale
(en face du grand bâtiment)

Le prix du livre politique récompense un ouvrage paru durant l'année écoulée. Il est décerné par le jury du Prix du Livre politique, spécialement créé à cette occasion et constitué de journalistes. Cet ouvrage doit contribuer à la revalorisation de la pensée et de la réflexion politique et sociopolitique. (Source Assemblée nationale)



La remise des prix aux lauréats

En route pour 2012 avec Jean-Pierre Chevènement

Jean-Pierre Chevènement, depuis 1983 a combattu sans relâche l'ouverture de la parenthèse libérale.

Jean-Pierre Chevènement, dont Bertrand Legendre (Le Monde du 15/01/2011) dit qu'il possède « une belle capacité d'analyse et de hauteur de vue », ne serait-il pas l'homme de la situation pour (enfin !) refermer cette parenthèse libérale que paie durement le monde du travail ?

C'est pourquoi Jean-Luc Laurent, président du MRC, a écrit une lettre aux maires de France sollicitant leur engagement de parrainage d'une éventuelle candidature de Jean-Pierre Chevènement à la présidentielle de 2012. Dans le même temps celui-ci a déclaré : « en l'absence d'offre alternative, la nécessité d'une candidature apparaît de plus en plus comme une nécessité inéluctable. »

Le 4 mai, Jean-Pierre Chevènement a annoncé sa candidature qu'il officialisera dans le cours de l'automne « pour faire bouger les lignes. »



Paris, le 17 avril 2011

Monsieur le maire,

Je m'adresse à vous en ma qualité de président du Mouvement Républicain et Citoyen (MRC) dont Jean-Pierre CHEVENEMENT est le fondateur. Je suis maire et, comme vous, je mesure les difficultés de notre pays, l'angoisse de nos concitoyens pour l'avenir et l'absence de réponse politique à la hauteur des enjeux. En homme d'action, aucun de nous ne se résigne au déclassement des générations, au délitement de la société, au déclin de la vie civique et à l'effacement de la France.

« L'élection présidentielle devra porter une ambition forte : redresser notre pays »

Suite aux renoncements face à la toute puissance des marchés financiers, la France s'enfoncé dans le marasme économique, social, politique et moral ; et c'est dans un contexte de crise que nous élirons au printemps prochain le Président de la République.

La lucidité n'interdit ni l'optimisme ni la volonté. Echéance centrale de la vie politique, l'élection présidentielle devra porter une ambition forte autour d'un homme de rassemblement qui aura l'immense charge de redresser notre pays, proposer un nouveau pacte social et redonner force à la parole de la France en Europe et dans le monde. Avant cela, le futur Président de la République devra également mettre fin au désordre au sommet de l'Etat et montrer une direction à la Nation qui vit depuis trop longtemps dans l'agitation et la confusion.

Au quotidien, vous faites face en première ligne au désengagement de l'Etat et au recul des services publics. Faute de volonté politique, la construction européenne accompagne et accélère le règne sans entraves du capitalisme financier. Combiné à l'Euro fort, un libre-échangeisme biaisé est la cause des délocalisations industrielles, de la crise du monde agricole, de la disparition des emplois productifs et de l'accroissement des inégalités. La crise est aussi intérieure avec la montée des insécurités auxquelles nous devons répondre en nous appuyant sur les principes républicains de liberté et d'égalité, de fraternité et de solidarité, d'universalisme et de laïcité.

« Jean-Pierre Chevènement a prouvé son sens de l'Etat. En homme libre et courageux, il a su faire coïncider sa parole et ses actes quand l'essentiel était en jeu. »

Jean-Pierre CHEVENEMENT a été le premier à refuser la logique du capitalisme financier mondialisé, à annoncer la crise de 2008 et à dénoncer l'abandon du modèle républicain.

Son dernier livre, « La France est-elle finie ? », a rencontré l'adhésion de dizaines de milliers de lecteurs par la pertinence de son analyse et de ses propositions qui toutes convergent dans la défense de l'intérêt national et du projet républicain. Ce livre a été salué, y compris par ceux qui avaient longtemps contesté ses analyses.

MOUVEMENT REPUBLICAIN ET CITOYEN
3 avenue de Corbère - 75012 PARIS / contact@mrc-france.org / tel.

« L'élection présidentielle n'est pas un concours de beauté réglé par les sondeurs et les médias, elle appartient aux citoyens ».

Dans ses fonctions gouvernementales successives, Jean-Pierre CHEVENEMENT a prouvé son sens de l'Etat. En homme libre et courageux, il a su faire coïncider sa parole et ses actes quand l'essentiel était en jeu : l'ouverture d'une « parenthèse libérale » qui ne s'est jamais refermée, l'impasse de la guerre du Golfe, l'abandon des principes républicains.

L'élection présidentielle n'est pas un concours de beauté réglé par les sondeurs et les médias, elle appartient aux citoyens. Au préalable, les maires ont le pouvoir de permettre aux candidats à l'élection présidentielle de se présenter. Comme vous le savez, chaque candidat doit réunir les parrainages de 500 maires, conseillers généraux ou régionaux. Votre responsabilité est donc éminente puisqu'elle permet à notre démocratie de fonctionner au travers d'un vrai débat entre des candidats porteurs de projets différents.

Aujourd'hui, je vous sollicite pour un engagement de parrainage en faveur de Jean-Pierre CHEVENEMENT afin de lui permettre d'être candidat, de présenter son projet pour sortir la France de l'impasse et de faire enfin « bouger les lignes ».

Vous remerciant vivement par avance pour l'aide que vous saurez apporter à ceux qui n'ont pas désespéré de la République et de la France, je vous prie d'agréer, Monsieur le maire, l'expression de mes salutations les plus cordiales.

Jean-Luc LAURENT,
Président du MRC
Maire du Kremlin-Bicêtre

Jean-Pierre Chevènement un homme d'Etat



1973 Député du Territoire-de-Belfort. **1980** François Mitterrand lui confie l'élaboration du projet Socialiste en vue de l'élection présidentielle. **1981-82** Ministre de la Recherche et de l'Industrie, il organise les états généraux de la recherche, fait voter une loi de programmation de la recherche, crée l'ADEME, met en place des contrats entre l'Etat et les entreprises publiques nationalisées. **1983** Election comme maire de Belfort. Il démissionne du gouvernement pour s'opposer au tournant libéral du Parti Socialiste. **1984-86** Ministre de l'Education Nationale, il met en place l'instruction civique, crée le baccalauréat professionnel et fixe l'objectif de 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat. **1988** Ministre de la Défense, il élabore le plan Armée 2000. **1991** Démissionne pour s'opposer à la Première guerre du Golfe. **1992** Il fait campagne pour le NON au Traité de Maastricht. **1997** Ministre de l'Intérieur et des collectivités locales, il crée la police de proximité, fait voter la loi en faveur de l'intercommunalité et met en place un pacte de solidarité et de croissance entre l'Etat et les collectivités territoriales qui permet d'indexer les dotations sur l'inflation et la moitié de la croissance du Produit Intérieur Brut. **2000** Démissionne en opposition avec le choix de Lionel Jospin en Corse. **2002** Candidature à l'élection présidentielle. Il rassemble 1,5 million de voix sur son nom (5,33%). **2005** Il participe activement à la campagne victorieuse du NON à la Constitution Européenne. **2008** Election comme sénateur du Territoire de Belfort.

convictions, engagements, expérience



MRC Mouvement Républicain et Citoyen

Retrouvez la lettre de Jean-Luc Laurent aux maires de France sur le site national du MRC: www.mrc-france.org

Contre Marine Le Pen La République, la vraie !

Par Jean-Pierre Chevènement



Dans un article récent paru dans Marianne2, Jean-Pierre Chevènement montre la politique qu'il faut opposer au Front national qui prospère sur le terreau de la crise depuis l'ouverture de la parenthèse libérale.

La France n'a jamais, dans son histoire, donné de majorité à l'extrême droite. Les républicains ont triomphé des antidreyfusards au début du siècle dernier. De même le régime de Vichy, à la fois produit de la capitulation de juin 1940 et ombre portée du nazisme sur la France, a été balayé quatre ans plus tard par de Gaulle et la Résistance. Cette « loi historique » pourrait-elle être mise en défaut par un Front national « relooké » par Marine Le Pen ?

Le Front national s'est installé dans le paysage politique depuis 1983-1984, au lendemain de l'ouverture à gauche de la fameuse « parenthèse libérale » et au fur et à mesure que s'installait, à la faveur de ce retournement politique et sur la base de l'acte unique, un modèle de développement économique – dérégulation, monnaie forte, financiarisation, désindustrialisation de l'économie, chômage de masse – générateur d'une « fracture sociale » toujours plus profonde. L'extrême droite discréditée depuis la Seconde Guerre mondiale a pu ainsi ethniciser de concert avec la gauche « différentialiste » la question sociale. Elle n'a cependant jamais constitué jusqu'ici une véritable menace. La voie ouverte par Le Pen le 21 avril 2002, avec près de 17 % des suffrages exprimés, est apparue quinze jours plus tard pour ce qu'elle était : une

totale impasse politique (18 % des voix).

Peut-il en aller autrement à l'avenir ? Les tenants de la « pensée unique » s'avisent avec un mélange de terreur feinte et de délectation secrète de ce que Marine Le Pen chercherait, depuis son discours d'investiture le 16 janvier 2011, à réaliser une sorte de « hold-up idéologique » sur le discours de la gauche républicaine, en reprenant à son compte le thème de l'Etat protecteur. Certes, Philippe Cohen et Laureline Dupont ont donné sans doute par inadvertance quelques verges pour se faire battre dans un reportage publié par Marianne sur un prétendu « cabinet secret » de Marine Le Pen. Mais il est ridicule de dénoncer, comme le fait Ariane Chemin dans le Nouvel Observateur, « les intellos du souverainisme décontaminant la pensée FN », et même odieux d'annoncer le prochain ralliement de Philippe Cohen, dont tout le parcours dit l'inverse, au Front national, en attaquant à travers un mauvais jeu de mots, « Marianne-Le Pen », ou encore de décrire un « cabinet secret » de Mme Le Pen « truffé de personnages qui, pratiquement tous, ont accompagné, à un moment ou à un autre, Jean-Pierre Chevènement dans son parcours politique » (Jean-Michel Apathie). Pour ma part, je n'en connais aucun, et s'il s'en trouvait un seul, je le désavouerais aussitôt. A bien relire le discours

de Marine Le Pen, on retrouverait à ce compte les intonations et même des expressions de François Mitterrand au congrès d'Épinay de juin 1971 (dénonciation de l'« argent roi »). Tout cela fait partie d'un très banal travail de récupération politicienne. Si le PS et la droite ont laissé tomber le drapeau de l'indépendance nationale et même d'une conception exigeante de la République, à qui la faute ? Et si le Front national cherche à récupérer cet héritage en déshérence, il faut être idiot pour applaudir et pervers pour renverser les rôles en imputant à la gauche républicaine la responsabilité du hold-up dont elle est victime ! C'est le degré zéro de la réflexion politique.

Il est vrai qu'une nouvelle étape de développement de l'extrême droite se dessine : la fille ne vise pas seulement à faire oublier les outrances du père. Le moment est venu pour elle d'occuper systématiquement, non pas seulement au nom de la nation mais au nom de la République elle-même, le terrain laissé libre à la fois par un PS qui a troqué depuis longtemps le discours social qu'il tenait vis-à-vis des couches populaires contre un discours « sociétal » et par une droite atlantiste et « occidentaliste » qui a abandonné l'héritage universaliste de la nation française.

Le Front national cherche aujourd'hui à exploiter à son profit une situation de crise et de rupture sociale. Il met le doigt là où ça fait mal, au point qu'on finirait par oublier comment il s'est construit à travers la dénonciation, depuis quarante ans, de l'« immigrationnisme » comme étant la source de tous les maux. On chercherait en vain dans le discours de Marine Le Pen l'ombre d'une analyse économique et sociale construite, ou la plus petite esquisse d'une politique visant à surmonter, dans l'intérêt du pays, la crise de l'euro.

Marine Le Pen est certainement une fille très maligne (au double sens du terme), mais elle est incapable de mettre en œuvre une politique de réindustrialisation et d'intégration des immigrés parce que l'idée même du citoyen lui reste étran-

gère. Quoi qu'il fasse, le Front national restera le parti de l'ethnicité et ne deviendra jamais celui de la citoyenneté. Il suffit de voir Marine Le Pen brandir la menace d'un « nouveau califat » sur le pays : elle nous ramène aux croisades, alors qu'il s'agit seulement de faire appliquer la loi républicaine, la même pour tous.

Marine Le Pen peut sans doute améliorer le score de son père. Si elle est en mesure de faire battre le candidat de la droite au premier tour de 2012, elle n'a pas par elle-même la crédibilité qui lui permettrait de l'emporter. Comme en 2002, un « front républicain » la renverra dans les cordes au second tour. A vrai dire, ce n'est pas 2012 qui m'inquiète, c'est la suite.

Le Front national n'a évidemment pas changé. Le véritable carburant de l'extrême droite, c'est la crise économique, sociale et politique qui est devant nous. Le « pacte de compétitivité » Merkel-Sarkozy porte en lui la menace d'une terrible régression sociale. Si le PS ne rompt pas avec la politique de supplétif qui a été la sienne quand il a voté le traité de Lisbonne, son candidat pourra bien l'emporter en 2012, mais il offrira un boulevard à la conjonction dès aujourd'hui probable du Front national et d'une droite rejetée

dans l'opposition, et cela dès les élections municipales, régionales et départementales de 2014. En s'emparant des leviers de l'action locale, l'extrême droite s'approcherait alors du pouvoir de l'État. La France, pour le coup, en sortirait défigurée !

Pour déjouer ce piège infernal, est-il envisageable de faire surgir d'ici à 2012 un candidat qui offre une alternative politique réelle à l'accrochage suicidaire de la France au pacte de Mme Merkel ? Et à défaut qu'aucun candidat socialiste à ce jour n'ait laissé paraître qu'il était capable d'opérer ce virage stratégique, un autre candidat pourra-t-il occuper l'espace allant de Mélenchon à Villepin afin d'offrir à notre pays une perspective crédible de refondation républicaine ? Bref, d'opposer à Marine Le Pen la République, la vraie ? ■

« Le Front national n'a évidemment pas changé. Le véritable carburant de l'extrême droite, c'est la crise économique, sociale et politique qui est devant nous. Le « pacte de compétitivité » Merkel-Sarkozy porte en lui la menace d'une terrible régression sociale. »

Le MRC à la journée « *Identité républicaine* » organisée par le PRG le 16 avril 2011



Marie-Françoise Bechtel, première vice-présidente, a représenté Jean-Pierre Chevènement, invité à cette journée au cours de laquelle plusieurs sensibilités se sont exprimées sur les valeurs républicaines (François Hollande, Arnaud Montebourg, Jean-Louis Borloo notamment).

Intervenant dans la table ronde consacrée à la laïcité, avec Françoise Laborde, sénatrice PRG et le professeur Axel Kahn, Marie-Françoise Bechtel a consacré son intervention à un inventaire des atteintes portées à la laïcité : menacée par la « laïcité ouverte » du président de la République, détournée par le Front National qui en fait un mot d'ordre transparent destiné exclusivement à diaboliser l'islam, la laïcité est aussi atteinte par la conception molle qui s'est peu à peu imposée dans une grande partie de la gauche à force de différentialisme, défense des communautarismes, substitution de la lutte contre les discriminations au mot d'ordre républicain de recherche de l'égalité.

Alors que dans les années 80, lorsque la gauche est venue au pouvoir porteuse de réformes sociales et institutionnelles, ni la laïcité - sauf sous l'angle très partiel de la question scolaire - ni d'ailleurs les autres valeurs de la République n'étaient en cause, les années 90 ont vu au contraire fleurir les interrogations sur la place réellement faite à ces valeurs et c'est d'ailleurs aussi l'époque où a été créé le MRC sur fond d'interrogations quant à l'avenir des valeurs républicaines.

La désastreuse gestion de l'affaire du foulard par les autorités alors en charge de l'éducation nationale a sans doute marqué un tournant.

Disant son accord avec Hanifa Cherifi, ancienne médiatrice dans les établissements secondaires sur les problèmes liés au port du foulard, qui a souligné combien la démission de l'école, devenue lieu privilégié d'exaltation des différences,

avait joué un rôle essentiel dans les atteintes à la laïcité, elle a rappelé avec quelles difficultés Jean-Pierre Chevènement avait, de 1984 à 1986, tenté de remettre celle-ci sur les rails et comment après cette tentative le système scolaire avait laissé place à toutes les dérives.

Malgré les atteintes qui lui sont aujourd'hui portées, la laïcité reste un concept opérationnel et dispose d'atouts importants :

- l'instrument de paix sociale qu'est la loi de 1905 qui a fait ses preuves et montre par l'exemple que la conception même d'un Etat laïque, cela marche
- le fait que la liberté de conscience dont elle pose fermement les fondements et les conditions va beaucoup plus loin que la liberté religieuse ou la liberté de pensée : elle est un réceptacle, un support pour l'apprentissage de la liberté individuelle et pour l'accès au savoir notamment scientifique.
- son lien fondamental avec la République : si elle n'apparaît pas au fronton de la devise républicaine, puisqu'elle a été formalisée plus tard elle n'en est pas moins le concept clé, pourvu d'ailleurs de toute la force du non dit.

Pour terminer Marie-Françoise Bechtel a souligné la liaison de la laïcité avec le cadre national, cadre naturel de la démarche démocratique et de la recherche de l'intérêt général. De ce point de vue, tout en soulignant l'intérêt du document élaboré par le PRG sur les différents aspects de l'« identité républicaine », elle a fait remarque que le maillon de la nation ne pouvait être exclu de la réflexion sur notre identité et qu'au contraire, il permettait de faire le lien entre le passé et le futur y compris pour notre destin européen. ■

Préparons maintenant les énergies de demain



*Par Gérard Pierre
Secrétaire national
à l'environnement et à l'énergie*

Avec 9 milliards d'individus prévus vers 2050, l'aspiration de l'ensemble des habitants à vivre comme ceux des pays développés, la raréfaction des ressources fossiles et l'augmentation des gaz à effet de serre dans l'atmosphère, il est indispensable de proposer une alternative aux choix actuels.

Les ressources énergétiques primaires sont de trois types :

1. LES RESSOURCES FOSSILES CARBONÉES

Elles représentent actuellement 80 % de l'énergie primaire consommée : pétrole 35 %, charbon : 24 %, gaz : 21 %. Mais le gaz et le pétrole s'épuisent rapidement et si les ressources en charbon sont encore très importantes et assez bien réparties sur la surface du globe elles présentent un danger écologique important en rejetant des quantités importantes de dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

2. LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Elles sont variées et d'intérêt divers :

- **L'hydraulique** : la plupart des sites français ont été aménagés produisant actuellement environ 10 % de la production de l'électricité consommée. L'hydraulique est la première source d'énergie renouvelable en France, après des investissements importants, son coût d'entretien faible en fait une énergie peu chère. Elle présente l'avantage d'être disponible à la demande et même stockable. Elle est un complément bien adapté à la production d'électricité nucléaire.

- **L'éolien** : produit de l'électricité de façon intermittente son coût de production est

le double de celui du nucléaire, de plus, si dans certains pays, il se substitue à une production carbonée, ce n'est le cas en France. Il ne présente donc pas d'intérêt dans notre pays.

- **Le photovoltaïque** : Cette technologie n'est pas encore mature. Pour développer le photovoltaïque, plutôt que des subventions et des prix de rachat de la production de l'ordre de 10 fois le coût de l'électricité nucléaire, il serait beaucoup plus utile d'utiliser cette rente nucléaire pour développer une recherche fondamentale et une recherche et développement et enfin d'aider à l'émergence d'une industrie nationale du photovoltaïque, comme cela a été fait pour le nucléaire.

- **La géothermie** : il existe plusieurs utilisations de la géothermie. La géothermie profonde (5000 m) permet en remontant de l'eau à haute température de produire de l'électricité comme dans le projet pilote à Soultz-sous-Fôrets. Un type de pompe à chaleur est souvent appelé de façon impropre « géothermie basse température ». Utilisée pour le chauffage des maisons ce système permet de récupérer de l'énergie dans le sol grâce un apport électrique. La dépense d'un Kilowatt électrique permet d'en récupérer 3 ou 4 sous forme de chaleur, suivant la valeur du Coefficient de Performance (COP de 3 ou 4) de l'installation.

- **Les biocarburants de 2ème ou 3ème génération** : ils n'ont pas encore montré leurs capacités et font encore l'objet de recherches intenses. Enfin d'autres systèmes peuvent être utilisés de façon marginales (énergie des vagues, hydroliennes...)

3. LE NUCLÉAIRE

La France produit actuellement environ 80 % de son électricité grâce à ses centrales nucléaires, faisant de notre pays un bon élève dans le domaine des émissions de gaz à effet de serre (un Français émet 50 % de moins de dioxyde de carbone qu'un allemand). De plus, le coût de l'électricité française est inférieur

de 40 % à celui de nos voisins européens. Nous utilisons actuellement des centrales de 2ème génération et l'EPR (centrale de 3ème génération) est actuellement en construction à Flamanville, la construction d'un autre exemplaire à Penly est à l'étude. La France doit poursuivre son développement dans le nucléaire et en particulier contribuer à celui de la 4ème génération afin de s'affranchir des ressources d'uranium et bénéficier de réserves énergétiques pour plusieurs milliers d'années. La question des déchets nucléaires qui inquiète les Français, doit également être prise au sérieux par la loi Bataille. La 4ème génération de réacteur nucléaire, encore plus sûr, qui produira environ 10 fois moins de déchets et brûlera une grande partie de ceux produits par la génération précédente, sera une importante source d'énergie en même temps qu'un moyen efficace pour une meilleure gestion de ces déchets.

LES ÉVÉNEMENTS JAPONAIS CHANGENT-ILS LA DONNE NUCLÉAIRE EN FRANCE ET EN EUROPE ?

La situation énergétique du Japon et de la France présentent quelques similitudes. Ces deux pays sont dépourvus de ressources fossiles et de ce fait tous les deux se sont très tôt intéressés à l'utilisation énergétique du nucléaire. La France l'a fait à la libération sous l'impulsion du Général de Gaulle en s'appuyant sur le savoir scientifique et l'inventivité du communiste Frédéric Joliot. La France, avec la création du CEA sous la direction de celui-ci a joué un rôle fondamental.

L'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire par le Japon commença avec la promulgation de « The Atomic Energy Basic Law » (« Loi cadre sur l'énergie atomique ») œuvre de législation qui n'a son égale nulle part ailleurs. Ce texte promulgué en 1955 n'a pas perdu sa pertinence. L'article 2, qui énonce « *La recherche, le développement et l'utilisation de l'énergie nucléaire seront limités aux applications*

pacifiques, visant à garantir la sécurité et exploitées de façon indépendante dans un contexte démocratique, leurs résultats en seront rendus publics afin de participer à la coopération internationale », dépeint succinctement comment doit se présenter l'énergie nucléaire dans la pacifique nation japonaise de l'après guerre. Dans l'esprit de cette loi, le Japon s'est défini rigoureusement pour assurer que ses activités dans le domaine de l'énergie nucléaire ne pourraient jamais être utilisées par aucun pays à des fins militaires.

« Le nucléaire bien maîtrisé et contrôlé, comme il l'est dans notre pays, est une source d'énergie indispensable. »

Avant le séisme le Japon produisait plus 30 % de son électricité grâce au nucléaire. Après le séisme qui a détruit les capacités de production de plus de 10 GW (5 GW nucléaire, 5 GW thermique à flamme, ainsi qu'une unité de production hydraulique), la pénurie d'électricité va durer longtemps. Plus grave l'électricité est divisée en deux régions difficiles à

connecter entre elles. L'est du Japon fonctionne en 50 hertz et l'ouest en 60 hertz, rendant difficile l'échange de l'énergie électrique entre ces deux zones. On voit là l'intérêt d'un système public centralisé, comme il existe en France, voire connectable comme en Europe.

Toutefois, il n'est pas sûr que l'Europe ne rencontre pas des problèmes similaires, car la décision de Madame Merkel d'arrêter 8 de ses réacteurs (provisoirement ?) va créer une dépression énergétique importante et l'ensemble des centrales à flamme allemandes sera sollicité rejetant d'importantes quantités de CO2 dans l'atmosphère. Enfin, il faut prendre garde que la loi NOME ne soit utilisée, au prétexte du manque de la production d'électricité allemande, afin de profiter de la rente nucléaire française, cédée au privé, pour investir dans le thermique à flamme en France voire même en Allemagne.



Le blog de Jean-Pierre Chevènement



Senateur du Territoire de Belfort, président d'honneur du Mouvement Républicain et Citoyen et président de la Fondation Res Publica

www.chevenement.fr



EVALUER LES RISQUES ET CONNAÎTRE LES APPORTS POUR FAIRE DES CHOIX ÉCLAIRÉS EN MATIÈRE ÉNERGÉTIQUE

En 1974 lorsque la France a lancé son programme nucléaire, trois types de réacteurs ont été envisagés :

- le graphite-gaz (filière française des années 50 à 60) ;
- le BWR (Boiling Water Reactor) - REB (Réacteur à eau bouillante) en français - de General Electric (comme à FUKUSHIMA) ;
- le PWR (Pressurized Water Reactor) de Westinghouse - REP (réacteur à eau pressurisée) en français.

La France a choisi le PWR, car le graphite gaz n'était pas bien adapté à une exploitation industrielle et le BWR de GE a été jugé insuffisant sur le plan sûreté en cas d'accident.

Il existe des recombineurs d'hydrogène sur tous les réacteurs français limitant les risques d'explosions qui se sont produits à FUKUSHIMA l'enclenche de confinement est plus fragile pour les REB et le bâtiment réacteur n'est pas sécurisé, les piscines de stockage du combustible sont en hauteur dans le bâtiment réacteur, enfin il n'y a pas de filtres en sable qui permettent de réduire considérablement les rejets radioactifs. Pour l'avenir il faudra traiter explicitement le risque de fusion de cœur, comme cela a été fait pour l'EPR. Les constructeurs avaient sous estimé le risque tsunami. L'EPR, réacteur de type PWR, est un réacteur, dont la sécurité a encore été renforcée par l'analyse des incidents déjà observés au niveau mondial.

Les centrales BWR d'Onagawa (100km de l'épicentre) ont parfaitement résisté seule une ligne d'arbre Turbine-Alternateur a été endommagée par le tremblement de terre, tandis qu'à Tokyo (320km) les unités de stockage et de distillation pétrolières ont été détruites par feu. Les réacteurs de la centrale de Fukushima ont également assez bien résisté au tremblement de terre mais pas au tsunami qui a suivi et a submergé la centrale endommageant le système électrique des réacteurs.

L'énergie nucléaire étant extrêmement concentrée, les problèmes de sécurité sont à prendre au sérieux. Ceux qui ont proposé de développer à la place de l'EPR un réacteur « low cost » permettant de remporter plus facilement les marchés internationaux ont commis une erreur monumentale : la sécurité doit être le maître mot de cette filière.

Comme pour Tchernobyl, il faut tirer toutes les leçons de cet accident dont la cause première est une catastrophe naturelle d'une ampleur considérable. L'analyse des faiblesses de ces centrales, y compris de leur emplacement sur des zones sismiques, doit être faite pour que des améliorations dans le domaine de la sécurité soient proposées afin de les rendre plus fiable en particulier dans le cas de catastrophes naturelles : Tsunamis, tempêtes, ...

« SORTIR DU NUCLÉAIRE ? »

Là n'est pas la question ! En effet, le problème qui se pose à nous est bien plus complexe, bien moins binaire serait-on tentés de dire ! Nous devons, en particulier, nous interroger sur quels moyens techniques utiliser pour produire l'énergie dont nous avons besoin ? Quel degré de pollution acceptons-nous pour cela puisque toute production d'énergie est source de pollution ? Quel prix sommes-nous prêts à payer pour la production d'énergie et pour la recherche ?

Tout cela sous-tend une autre question fondamentale : dans quel cadre situons-nous la production d'énergie, celui d'une activité économiquement rentable (il en faut !) ou celui de la production d'un bien de première nécessité pour le progrès humain ? Dans le premier cas, on sent bien que la recherche sur le retraitement des déchets ou sur les énergies nouvelles sera soumise à de sérieux calculs de rentabilité financière, pour la deuxième proposition, on peut imaginer un contrôle démocratique soumis à la discussion parlementaire.

On le voit, en matière de production énergétique, les solutions simples n'existent pas. Une question simple (simpliste...) relève d'un manque de sérieux et il est légitime de s'interroger sur les intentions véritables de ceux qui, profitant de la tragédie japonaise, réclament un referendum : nous avons en tête un autre referendum, celui de 2005 sur le traité constitutionnel européen. Le peuple avait voté NON. Qu'en ont-ils fait ? En catimini, la majorité des parlementaires UMP, PS, Verts a voté son frère jumeau, le traité de Lisbonne ! De quelle légitimité usent ceux qui ont bafoué la volonté du peuple, pour lui demander ensuite, d'apporter du crédit à leurs thèses ?

Il faut le dire, le nucléaire bien maîtrisé et contrôlé comme il l'est dans notre pays constitue une source d'énergie indispensable au développement de la France. S'en passer entrainerait une récession ou un recours au charbon, source d'émission de gaz à effet de serre importante. ■

Concurrence des pays émergents : l'innovation ne suffira pas à nous protéger



« Dans un univers libre-échangiste, où les pays émergents cumulent armée industrielle de réserve de travailleurs à bas coûts et progression exponentielle de leurs capacités technologiques, les économies industrialisées n'ont plus les moyens de riposter. »
Citoyens Militants reproduit ci-dessous un article de Julien Landfried, Secrétaire national chargé de la communication, des réseaux sociaux, des NTIC et des relations avec la presse, paru sur le site Slate.fr le 26 mars 2011.

Pour de nombreux économistes, journalistes économiques mais aussi responsables politiques, une antienne voudrait qu'une innovation plus soutenue permette à l'économie française de faire face à la concurrence des pays émergents. Ce raisonnement, pourtant, ne résiste pas à l'analyse.

DES SPÉCIALISATIONS DE L'ACTIVITÉ DÉCONNECTÉES DE L'ÉCONOMIE RÉELLE...

Les partisans du libre-échange tel qu'il est pensent en effet qu'un effort supplémentaire d'innovation par la recherche et développement serait de nature non seulement à nous protéger de la concurrence étrangère mais aussi à redévelopper l'emploi industriel dans les prochaines années. On reconnaît là un argument issu de la théorie des avantages comparatifs de Ricardo : pour bénéficier du libre-échange, il est nécessaire de se spécialiser, et de préférence sur les secteurs à plus forte valeur ajoutée.

A ce stade du raisonnement, il faut d'abord signaler que les partisans du libre-échange font de la sorte aveu de leur excessif optimisme passé. Si le rétablissement d'un avantage concurrentiel de l'économie française et européenne passe en effet par un surcroît d'innovation, c'est bien qu'il y a eu rattrapage des pays émergents sur l'ensemble de la chaîne de valeur, c'est-à-dire y compris sur des secteurs à forte valeur ajoutée.

La position habituelle des libre-échangistes schématisant une répartition des activités éco-

nomiques entre le high tech pour les pays anciennement industrialisés et l'industrie manufacturière pour les pays émergents s'est donc bien révélée erronée. Les pays émergents, loin de se spécialiser sur une fonction d'atelier du monde, ont pris les occidentaux à leur propre piège : ils seront l'atelier du monde et le laboratoire du monde.

Les historiens nous diront peut-être ultérieurement ce que cet aveuglement devait au complexe de supériorité des anciens colonisateurs et au cynisme du management de certaines multinationales...

...CELA NE FONCTIONNE PAS ! DÉMONSTRATION

Mais prenons au mot les libre-échangistes. Imaginons que la France et l'Europe redressent significativement leur effort de recherche et développement (par exemple à plus de 3 % de son PIB) et se donnent pour impératif catégorique l'innovation. Le rétablissement d'un avantage concurrentiel sur les pays émergents par ce seul levier supposerait que l'effort de recherche de ces derniers demeure inférieur à terme. Or, que font les pays émergents, si ce n'est de se doter patiemment d'un appareil éducatif, scientifique et technologique de haut niveau, le tout sur des bases le plus souvent strictement nationales (la souveraineté n'étant pas encore un gros mot sur la majeure partie du globe...) ? ►

La Chine abrite d'ores et déjà la plus grande concentration d'ingénieurs de haut niveau de l'histoire, et la poursuite de son rattrapage éducatif ne peut qu'amplifier à terme cette réalité prosaïque. De plus, les pays émergents ont un très relatif respect de la propriété intellectuelle et pas seulement dans les ateliers clandestins de contrefaçon (voir la plainte d'Apple contre Samsung). On le voit, l'hypothèse d'une recherche plus efficace ici que là-bas nécessiterait des acrobaties théoriques dont nous aimerions être instruits.

Mais supposons encore, pour les besoins de la démonstration, que notre futur effort de recherche soit plus puissant et efficace que dans les pays émergents. La France solidement appuyée sur une recherche dynamique flirtant avec les 3 % du PIB pourrait alors se réindustrialiser à toute allure, à l'abri d'une protection invisible et désormais seule à être tolérée, celle de l'intelligence. Nous pourrions nous doter des futurs « Apple » et héberger les futures marques plébiscitées par les consommateurs du monde entier... Malheureusement, ce scénario ne tient pas. Aux Etats-Unis, les sociétés qui ont le plus innové (comme Apple) se sont spécialisées à l'excès sur la recherche et développement et le marketing, et ont sous-traité massivement leur production (cf. le cas emblématique de Foxconn en Chine).

On se souvient que l'été dernier, l'ancien PDG d'Intel, Andy Grove, avait créé un véritable électrochoc dans la Silicon Valley, estimant dans une tribune qu'une industrie high tech solide devait également maîtriser la production manufacturière sous peine de ne plus être capable d'innover. Le point essentiel de la démonstration semble effectivement échapper aux esprits les plus brillants de l'économie « en chambre ». L'innovation repose en réalité pour une part essentielle sur la dialectique et la dynamique qui existe entre conception et production et établir une frontière étanche entre les deux n'est pas soutenable à terme.

On le voit, à mesure que la désindustrialisation de l'économie française atteint des proportions dramatiques, un sujet autrefois tabou chez les « croyants » du libre-échange généralisé devient délicat à contourner. L'impact de la concurrence des pays émergents, à bas coûts salariaux et désormais à forte maîtrise technologique, sur les pertes d'emplois industriels devient une évi-

dence trop éclatante pour que subsiste encore le discours classique de la dénégation « savante ».

L'EUROPE ET LA FRANCE ONT CONSTRUIT LEUR IMPUISSANCE

L'érection d'empires industriels en Asie et de solides compétiteurs en Europe de l'Est au moment même où l'Europe détruit à allure soutenue (Allemagne exceptée) son tissu industriel n'est pas une pure concomitance. La surévaluation structurelle de l'euro, la disparition des protections extérieures du marché commun européen et l'abandon de toute politique industrielle ont été et demeurent les facteurs explicatifs essentiels de cette chute. L'appétit et le rattrapage éducatif et technologique des pays émergents, en particulier d'Asie, font le reste.

L'industrie française ne représente désormais plus que 13 % de son PIB. Depuis 2000, plus de 530 000 emplois industriels ont été détruits, et rien ne permet aujourd'hui de penser qu'il sera mis un terme à cette pente vertigineuse.

Si l'innovation seule ne permet pas de nous protéger des pays émergents, ni de faire repartir l'emploi industriel, c'est que dans un univers libre-échangiste, où les pays émergents cumulent armée industrielle de réserve de travailleurs à bas coûts et progression exponentielle de leurs capacités technologiques, les économies anciennement industrialisées n'ont tout simplement plus les moyens de riposter.

Cette réalité, paradoxalement comprise intuitivement par les salariés et

les entrepreneurs soumis à la concurrence internationale, est refusée en bloc par ceux qui en demeurent (pour le moment) protégés. L'appel à l'innovation (sans régulation du libre-échange) ne serait-il que le discours que des « croyants » toujours moins nombreux opposeraient à des « pratiquants » du libre-échange toujours plus tentés par l'hérésie ? Il permet du moins de justifier à bon compte la casse sociale que constitue la disparition des industries manufacturières, prétendument inutiles, et la société inégalitaire qui va avec.

Ce « sacrifice nécessaire » dessine une économie partagée entre des emplois bien payés pour les ingénieurs et les as du marketing, et des aides sociales et des emplois sous payés pour les autres : est-ce bien cela que l'on appelle l'économie de l'innovation ?

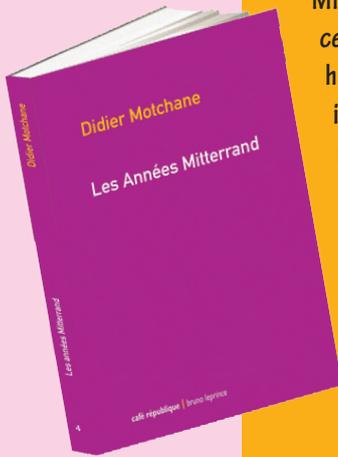
Il est permis d'en douter. ■

« Une industrie high tech solide [doit] également maîtriser la production manufacturière sous peine de ne plus être capable d'innover »

Les années Mitterrand

un nouveau livre de

Didier Motchane



Une rétrospective des « Années Mitterrand » considérées successivement dans leur rigueur historique, leur héritage institutionnel et l'exigence renouvelée qu'elles ont laissées à la France de refonder la République. Pour un peu moins, ou un peu plus, de la moitié de la France, les années-Mitterrand seront le cœur d'une épopée qui n'a pas vraiment eu lieu.

*Les années Mitterrand, Didier Motchane
Editions Café république/Bruno Leprince
112 pages - 6 Euros*



3 et 4 septembre 2011

Université d'été du MRC

- Le programme et les intervenants
- Le lieu, les transports et l'hébergement seront précisés dans le prochain numéro de Citoyens Militants et sur : www.mrc-france.org

Dès à présent, réservez votre week-end !

Adhérer au MRC, c'est rester libre



Mouvement Républicain et Citoyen

FICHE INDIVIDUELLE D'ADHESION

2011

DEPARTEMENT :

Comité local (éventuellement).....

Participation au comité national jeunes

Je soussigné(e) NOM.....Prénom.....

Adresse.....

Ville.....CP.....

Profession.....Lieu professionnel.....

Syndicat (pour participation éventuelle au secteur monde du travail).....

Téléphone.....Portable.....

Courriel.....

Mandat(s) électif(s) éventuel(s).....

Souhaite adhérer au MRC renouveler son adhésion au MRC

et joint un chèque de €, à l'ordre de AFMRC

(La cotisation nationale est de 55 € minimum, + cotisation libre selon revenus

ou 25 € pour les personnes au RSA, en recherche d'emploi, étudiants et moins de 25 ans)

Un reçu fiscal vous sera fourni pour vous permettre de bénéficier d'une réduction d'impôts de 66 % du montant de votre cotisation.

Fait à..... le

Signature.....

BULLETIN A RETOURNER ACCOMPAGNE DU CHEQUE A : MRC - 3 AVENUE DE CORBERA - 75012 PARIS